

Monsieur le Recteur,

Ce CTPA se réunit en cette fin d'année scolaire dans un **contexte marqué de nouveau par l'annonce de suppressions d'emplois dans la fonction publique.** En quatre ans, de 2008 à 2011, plus de 115 000 postes auront disparu dont plus de 50 000 dans l'éducation nationale. La logique de la RGPP continue de façon implacable de s'appliquer. L'Etat doit -pour ce gouvernement- être reconfiguré, ses missions amputées, les services qu'il fournit affaiblis. Ce climat devient de plus en plus pesant dans nos écoles et établissements. Les dégâts humains et moraux deviennent de plus en plus évidents.

Les services académiques ne sont pas épargnés : les agents vivent au quotidien le décalage entre les discours officiels et la réalité de leur activité. Les restructurations (dernier exemple avec le service des pensions) entraînent un mal être important.

Cette morosité est renforcée par des annonces en complet décalage avec la réalité. Comment juger des derniers engagements du président de la République sur le gel de la suppression de classes ? Ce tour de passe-passe est destiné à calmer les sénateurs de sa majorité.

La réalité -pour les élèves et les collègues- c'est que s'il y a moins de suppressions de classes primaires, cela se fera au détriment de l'enseignement spécialisé, de l'éducation prioritaire ou des capacités de remplacement. Les personnels administratifs pourraient être également visés alors que la situation est déjà tendue à l'extrême limite dans de nombreux établissements et services. Plus personne n'est dupe.

La réalité, c'est encore cette tentative de retour en arrière avec l'adoption par l'Assemblée nationale de la proposition de loi Cherpion-Perrut-Taugourdeau (UMP) pour le développement de l'alternance qui ne trompe pas: dans certains esprits, la volonté d'instaurer un "tri sélectif" parmi les élèves n'a pas disparu. Il s'agirait de diriger précocement des élèves vers l'entreprise en utilisant la solution de l'apprentissage, jugé "plus concret". L'unification des différents dispositifs de préapprentissage dans le dispositif d'insertion aux métiers de l'alternance (DIMA) à partir de 15 ans a le même but. En outre, la proposition récente de scinder le collège en deux entités distinctes faciliterait la recréation d'un palier de tri précoce en fin de 5e. L'UNSA Education rappelle que l' "apprentissage junior" (à partir de 14 ans) instauré par Gilles de Robien en 2006 a échoué, d'abord parce que les employeurs n'étaient pas demandeurs. C'est pourquoi il a été abandonné en 2008. L'UNSA Éducation souligne que l'avenir est à la réelle mise en place du socle commun de connaissances et de compétences, reposant notamment sur la construction d'un "collège pour tous" permettant à l'ensemble des jeunes de disposer des éléments nécessaires à l'éducation et à la formation tout au

UNSA ÉDUCATION Aquitaine

33bis rue de Carros • 33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. : 05.57.59.00.38 • Fax : 05.57.59.00.39

www.unsa-education.org • aquitaine@unsa-education.org

*l'éducation,
notre terrain d'action*



long de la vie. C'est seulement à l'issue de celui-ci qu'une orientation doit être proposée soit vers la voie professionnelle, soit vers les formations générales ou technologiques débouchant vers l'enseignement supérieur.

La réalité c'est la promulgation de la Loi Warsmann le 17 mai 2011, avec laquelle le gouvernement met fin au statut des GRETA pour l'orienter vers celui de Groupement d'Intérêt Public. Au prétexte de rendre le pilotage du réseau des GRETA plus visible, plus audible, le GRETA est poussé en marge de l'Education Nationale.

L'UNSA Education et ses trois syndicats concernés se sont opposés fermement à la transformation en GIP des Greta qui est lourde de menaces pour le réseau et tout particulièrement pour l'avenir et la stabilité de ses personnels.

La réalité, c'est enfin ces dizaines d'EVS assistance administrative à la direction d'école qui -en cette fin d'année scolaire- sont renvoyés émarger à pôle emploi. L'UNSA Education tient à dénoncer ces décisions qui ne tiennent aucun compte des conséquences sur les personnes, qui met à mal le fonctionnement des écoles et qui alourdit la charge de travail des directeurs.

Tout au long de cette année, les personnels de l'Education, les parents et les jeunes se sont mobilisés pour dénoncer les 16 000 nouvelles suppressions de postes effectives à la prochaine rentrée scolaire alors même que plus de 60 000 élèves supplémentaires sont attendus. Si le gouvernement cherche à tromper l'opinion en affirmant sans cesse, comme si cela pouvait convaincre, que l'on peut faire "plus avec moins", la France reste un des pays qui investit le moins dans son éducation et donc dans l'avenir. La nécessité d'une toute autre politique éducative passe aussi par un budget plus volontaire. **Pour cela, l'UNSA Education avec d'autres fédérations appelle les personnels à se mettre en grève le 27 septembre prochain.** Il s'agit d'exiger l'arrêt des suppressions d'emplois, une autre logique pour le prochain budget et une transformation démocratique du système éducatif afin d'assurer la réussite de tous les élèves.

Pour la fédération UNSA Education, il est plus que temps d'arrêter cette politique et de retrouver le chemin d'une véritable ambition pour l'Ecole Publique.

Pour la délégation UNSA Education,

Le secrétaire régional,

Yannick LAVESQUE